



KARIM DAHER/HANS LUCAS

LAURE BOYER/HANS LUCAS

L'inquiétant retour des vieux démons

Liés en partie à l'importation du conflit israélo-palestinien et à des ingérences étrangères, les actes antisémites se sont multipliés dans l'Hexagone depuis les années 2000. Les attaques du 7 octobre 2023 ont marqué un tournant : de plus en plus décomplexés, les comportements antijuifs explosent. **PAR FRANÇOIS HEILBRONN**

Le 7 octobre 2000, pour la première fois depuis l'après-guerre, on a crié « Mort aux Juifs » dans les rues de Paris et Strasbourg. Le 7 octobre 2023, alors que se perpétuait en Israël le plus grand massacre de Juifs depuis 1945, le nombre de violences antisémites explosa dans toute la France. Que

s'est-il passé dans notre pays pour que l'hydre de l'antisémitisme qu'on croyait disparue dans les cendres d'Auschwitz ressurgisse soudain, si forte mais, une fois encore, si différente ? Comme tout au long de son histoire bimillénaire, l'antisémitisme a muté, il se dote de nouveaux discours pour de nouveaux adeptes sans perdre les anciens.

Ce « nouvel antisémitisme » ou plutôt antisionisme conduit à l'assassinat, entre 2003 et 2018, de douze Français juifs, pour le simple fait d'être Juif. Ce furent les meurtres de Sébastien Selam, Ilan Halimi, Sarah Halimi, Mireille Knoll par des jeunes français musulmans fanatisés par un islam dévoyé nourri par les mosquées salafistes et des réseaux sociaux incendiaires. En 2012, trois enfants juifs de l'école Ozar Hatorah, à Toulouse, Gabriel et Arié Sandler, et Myriam Monsonégo, âgés respectivement de 3, 6 et 8 ans, furent abattus ainsi que le professeur Jonathan Sandler. Ils furent tués car Juifs comme les quatre clients de l'Hyper Cacher, en 2015. Ces deux massacres furent commis par des jeunes français radicalisés, formés par des réseaux terroristes islamistes. Pour la première fois depuis la

AVENIR PICTURES/ABC/ANDIA.FR



KARIM DAHER/HANS LUCAS



Lame de fond Le 12 novembre 2023, une marche a été organisée par la présidente de l'Assemblée nationale et celui du Sénat, sur fond d'antisémitisme croissant (dégradation du portrait de Simone Veil en 2019), d'opérations de déstabilisation (affaire des étoiles en octobre 2023). Climat auquel s'ajoutent le viol d'une adolescente de 12 ans – en raison de sa religion – à Courbevoie (2024) et les agressions commises sur des rabbins à Orléans, Neuilly et Levallois (2025).

guerre, des Français juifs étaient assassinés par d'autres Français, non au nom du nazisme mais à celui du djihad islamique et pour une cause: la Palestine.

Après le déclenchement de la seconde Intifada, en 2000, dans les territoires palestiniens, les mobilisations et les radicalisations de la jeunesse musulmane et d'une partie de l'extrême gauche en France ont conduit pendant la première décennie du siècle à une explosion des actes antisémites. Dans les années 1990, le ministère de l'Intérieur en comptabilisait 80 à 100 par an. En 2000, on en dénombra 744. La moyenne annuelle de ces actes entre 2000 et 2022 fut de 600. Les Juifs, ne représentant que 0,7 % de la population

française, ont été pendant toute cette période, victimes de plus de 50 % des agressions racistes en France.

Des cibles privilégiées

Les pics de ces attaques correspondent aux périodes de conflit entre Israël et ses voisins (2006, 2009, 2014) mais aussi à la montée des radicalismes islamistes au Moyen-Orient et en France (2002, 2004, 2015). Ces agressions ont atteint des nouveaux sommets en 2023 et 2024 après les massacres du 7 octobre 2023 par le Hamas. Ils ont franchi un nouveau seuil de 1500 sur chacune de ces deux années. Les Juifs sont maintenant la cible de 62 % des actes antireligieux en France, 88 % en Île-de-France.

En 2024, 65 % de ces actes étaient des atteintes aux personnes et dans 30 % des cas, la Palestine fut évoquée comme cause de l'agression. L'antisémitisme touche dorénavant des lieux un peu préservés jusqu'alors. En 2024, 192 actes ont eu lieu en milieu scolaire, provoquant le départ d'enfants juifs de leurs écoles. Les universités ont, elles aussi, été touchées par des discriminations, des menaces voire des violences. Aujourd'hui, un étudiant juif en France se renseigne sur le climat antisémite de son futur lieu d'étude avant de finaliser son choix. Ainsi, sur les 25 dernières années, plus de 16 000 actes antisémites ont été recensés par le ministère de l'Intérieur en France, soit une •••



Obsessionnel Les habits neufs de l'antisémitisme reprennent les vieilles rengaines complotistes déjà à la mode au XIX^e siècle, accusant « les » Juifs affairistes de manipuler les gouvernements comme les médias. Banderole déployée dans le Rhône en 2018.

... moyenne de deux par jour. Ces actes ne sont autres que le fruit de la montée des préjugés et des stéréotypes hostiles aux Juifs diffusés par certaines chaînes satellitaires arabes mais surtout sur Internet et les réseaux sociaux. Les trois mouvances actives en sont : l'extrême droite complotiste, les islamistes radicaux et l'extrême gauche antisioniste.

Quitter la France ?

En 1971, le philosophe français Vladimir Jankélévitch, visionnaire, écrivait : « L'antisionisme est l'antisémitisme justifié, mis enfin à la portée de tous. Il est la permission d'être démocratiquement antisémite. » Ces préjugés hostiles sont ainsi concentrés au sein de trois populations/groupes d'opinion assez différents : les musulmans, les sympathisants du Rassemblement national et ceux de La France insoumise.

Là où 25 % des Français considèrent que « les Juifs ont trop de pouvoir dans le domaine de l'économie et de la finance », ce pourcentage est de 53 % pour les musulmans, 33 % pour les électeurs du Rassemblement national et 34 % pour ceux de La France insoumise. Et si 21 % des Français sont encore hostiles à l'idée d'un président de la Répu-

blique juif, ce pourcentage est de 33 % pour les musulmans et monte à 53 % pour les électeurs du RN. Un préjugé tenace : « Il existe un complot sioniste à l'échelle mondiale », issu des *Protocoles des Sages de Sion*, un faux rédigé par la police tsariste en 1903, puis repris par les propagandes nazies et arabes trouve l'assentiment de 16 % des Français. 90 % de ceux qui adhèrent à cette croyance complotiste sont issus de trois groupes : 44 % des musulmans, 36 % des sympathisants du RN et 33 % de ceux de LFI. Dans ce climat devenu de plus en plus délétère et violent, près de trois quarts des Français juifs ont été confrontés au cours de leur vie à l'antisémitisme. 23 % ont été victimes d'une agression physique pour leur appartenance à la communauté juive. Ce pourcentage monte même à 39 % pour les 18-24 ans.

Ces menaces, violences et meurtres antisémites conduisent un Français juif sur deux à envisager de quitter son pays. Depuis vingt-cinq ans, 120 000 Français juifs ont quitté la France dont les trois quarts pour Israël, représentant une perte de 20 % de membres de la communauté juive. 12 % des Français, dont 15 % des sympathisants RN et 20 % de ceux de LFI considèrent que ces départs sont une bonne chose

pour la France. À partir de 2012, les mobilisations et les actes de François Hollande et Manuel Valls contre l'antisémitisme ont permis une meilleure prise en compte de ce danger pour la communauté nationale. Ainsi, 79 % des Français considèrent en 2024 que l'antisémitisme est répandu en France et 70 % qu'il tend à augmenter.

Jusque dans l'Assemblée...

Pourtant, depuis le 7 octobre 2023, 80 % des Français juifs ont ressenti un sentiment de solitude face au manque de réaction de la société française contre l'explosion des actes antisémites, la libération de la parole antisémite au sein de LFI et jusque sur les bancs de l'Assemblée nationale. La stratégie d'alliance de LFI avec les éléments les plus radicaux de l'islam politique en France et leurs propagandes focalisées sur les discours de haine à l'égard d'Israël, des sionistes, des institutions juives et des Français juifs a conduit à un très fort développement de tous les préjugés antisémites et notamment auprès des jeunes. Ainsi, 58 % des sympathisants LFI considèrent que les Israéliens se comportent « comme des nazis avec les Palestiniens » contre 22 % pour ceux sans sympathie partisane. L'indice de pénétration de l'antisémitisme est en 2024 plus fort chez les sympathisants LFI (23,5 %) que ceux du RN (20,2 %) et de Renaissance (14,1 %). Cette polarisation et radicalisation touchent en priorité la jeunesse, 23 % des moins de 35 ans pensent « qu'il est acceptable de taguer une synagogue ou un commerce juif pour signifier son opposition à Israël » contre moins de 5 % pour les autres classes d'âge.

Charles Péguy avait, hélas, raison, quand il écrivait, il y a cent quinze ans, dans *Notre Jeunesse* à propos des Juifs et en s'adressant aux antisémites : « Vous les accablez sans cesse de reproches contradictoires. Au fond ce que vous voudriez, c'est qu'ils n'existent pas. Mais cela, c'est une autre question. » 

Sources : SPCJ-Ministère de l'Intérieur, rapport 2024. Étude AUC-Fondapol réalisée par l'IFOP en octobre 2024. CRIF-Ipsos, septembre 2024. Étude Fondapol-IFOP 2014. Fondation Jean-Jaurès-IFOP, 2019.

Et si la meilleure façon d'entrer dans l'histoire, c'était de s'y abonner ?



54%
de réduction* !

BULLETIN D'ABONNEMENT

1

Je choisis ma formule d'abonnement
(Je coche la case correspondante)



OFFRE 1 AN
10 n° + 4 hors-séries
+ l'accès digital
pour 84 € au lieu de 181,40 €*

-54%



OFFRE 6 MOIS
5 n° + 2 hors-séries
+ l'accès digital
pour 45 € au lieu de 90,70 €*

-50%

2

J'indique mes coordonnées

☐ Mme... ☐ M... Nom ⁽¹⁾

Prénom ⁽¹⁾

Adresse ⁽¹⁾

CP ⁽¹⁾ Ville ⁽¹⁾

Tél.

Pour ne rien rater de l'actualité d'Historia, merci de renseigner l'email du bénéficiaire de l'abonnement :

Email

3

Je choisis mon mode de règlement

☐ Par chèque bancaire ou postal à l'ordre d'Historia à renvoyer avec ce bulletin dans une enveloppe non affranchie à l'adresse suivante :
Historia - Service abonnements - Libre Réponse 25694
60647 Chantilly Cedex

☐ Par carte bancaire, rendez-vous sur la boutique d'abonnement d'Historia **boutique.historia.fr/942** ou flashez le QR code ci-contre →

☐ Par téléphone en contactant directement le service clients au **01 55 56 70 56** du lundi au vendredi de 9h à 18h.



Vous pouvez acquérir séparément chacun des numéros d'Historia au prix unitaire de 6€90, les numéros doubles au prix unitaire de 7€90 et les numéros d'Historia Hors-Série au prix unitaire de 9€90. Offre valable jusqu'au 31/12/2025 en France métropolitaine dans la limite des stocks disponibles. Service abonnements : 01 55 56 70 56. Email : serviceclients@historia.fr. *par rapport au prix de vente au numéro. En souscrivant à cette offre d'abonnement, vous acceptez nos conditions générales de vente disponibles sur le site <https://www.historia.fr/cgv>. Historia, géré par la SFPA et intégré au Groupe Les Echos, et en sa qualité de responsable de traitement, traite les données recueillies ci-dessus à des fins de gestion de votre commande et de votre abonnement via votre compte client. Les données indispensables pour remplir les finalités décrites sont signalées ci-dessus (1). Conformément à la réglementation en vigueur, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, de suppression et de portabilité de vos données. Pour exercer vos droits et/ou obtenir plus d'informations sur notre politique de confidentialité, vous pouvez vous adresser à : DPO Historia 10 boulevard de Grenelle - 75015 Paris ou à l'adresse électronique DPO.dpo@lesechosleparisien.fr. Si vous ne souhaitez pas recevoir d'emails de notre part proposant des offres commerciales pour nos produits ou services analogues, merci de cocher cette case ☐. Si vous souhaitez recevoir les offres du groupe Les Echos - Le Parisien par email, merci de cocher cette case ☐. Si vous souhaitez recevoir les offres des partenaires du groupe Les Echos - Le Parisien par email, merci de cocher cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas recevoir d'offres commerciales d'Historia par téléphone et/ou courrier postal, vous pouvez contacter le Service Clients par email à serviceclients@historia.fr ou par courrier à : Historia - Service Relations Abonnés - 45 Avenue du Général Leclerc - 60643 Chantilly Cedex